



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.1/EM.31/3
19 février 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission du commerce des biens et services,
et des produits de base

Réunion d'experts sur la participation des pays en
développement aux secteurs nouveaux et dynamiques
du commerce mondial: le secteur énergétique

Genève, 29 novembre-1^{er} décembre 2006

**RAPPORT DE LA RÉUNION D'EXPERTS SUR LA PARTICIPATION
DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX SECTEURS NOUVEAUX
ET DYNAMIQUES DU COMMERCE MONDIAL:
LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 29 novembre au 1^{er} décembre 2006

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Résumé du Président.....	
II. Questions d'organisation	13
 <i>Annexe</i>	
Participation.....	14

Chapitre I

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT

A. Introduction

1. Dans le Consensus de São Paulo, il a été demandé à la CNUCED de réaliser des analyses des secteurs dynamiques du commerce mondial (Consensus de São Paulo, par. 95). À sa neuvième session (mars 2005), la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, a décidé d'examiner chaque année, par le biais de réunions d'experts, les moyens de promouvoir la participation des pays en développement à des secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial¹.

2. La Réunion d'experts qui a eu lieu du 29 novembre au 1^{er} décembre 2006 a été consacrée au secteur énergétique. M. Abdou Aziz Sow, Ministre du Sénégal pour le NEPAD, et M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, ont fait des déclarations lors du débat principal.

B. S'adapter à l'évolution de l'économie de l'énergie

3. Ces dernières années, de profonds bouleversements se sont produits sur les marchés mondiaux de l'énergie. Les prix du pétrole ont très fortement augmenté, et les préoccupations se sont avivées concernant la sécurité des approvisionnements, avec la perspective que ces deux phénomènes deviennent des éléments permanents de la situation internationale pendant assez longtemps. Les conséquences de cette évolution pour la croissance économique et le développement étaient potentiellement inquiétantes, en particulier pour les pays les moins avancés (PMA) et les pays africains. Toutefois, la nouvelle situation ouvrait également des perspectives aux pays en développement en termes d'accès à de nouveaux marchés et de réduction de la pauvreté.

4. Il a été noté que les récentes hausses des prix du pétrole différaient des précédents chocs pétroliers, en ce sens qu'elles n'avaient pas entraîné de récession. La raison en était que la dépendance des pays à l'égard du pétrole avait diminué, en particulier dans les pays de l'OCDE, où les importations de pétrole représentaient actuellement 8 % des exportations, contre 24 % en 1980.

5. Trois raisons expliquaient cette évolution. Premièrement, le remplacement du pétrole par d'autres sources d'énergie avait entraîné de fortes réductions de la consommation de pétrole. Deuxièmement, le progrès technologique avait favorisé les économies d'énergie dans les transports et le secteur industriel. Troisièmement – et surtout – des secteurs à forte intensité

¹ Les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial et leurs produits se subdivisent en trois grandes catégories: a) ceux qui ont toujours enregistré une forte croissance et une part accrue du commerce mondial, y compris ceux pour lesquels les pays en développement sont déjà présents sur les marchés d'exportation; b) ceux qui existent déjà mais dont l'exportation par les pays en développement est un phénomène nouveau; et c) les secteurs entièrement nouveaux dans lesquels les pays en développement pourraient avoir un avantage comparatif.

d'énergie tels que la production manufacturière représentaient une plus faible part du PIB dans les pays développés aujourd'hui que 25 ans auparavant, tandis que des secteurs moins consommateurs d'énergie, tels que les services ou les technologies de l'information, jouaient un rôle beaucoup plus important. Dans les pays en développement toutefois, l'intensité énergétique du PIB restait relativement élevée.

6. Les incidences de prix du pétrole brut plus élevés et plus instables étaient différentes pour les pays exportateurs de pétrole et pour les pays importateurs de pétrole. Au niveau macroéconomique, les effets les plus néfastes seraient ressentis par les pays importateurs, où la hausse de la facture des importations aurait des effets sur tous les secteurs de l'économie, avec une aggravation de l'inflation, du chômage et de l'endettement extérieur. Il avait été estimé, en moyenne, qu'une hausse de 10 dollars des États-Unis du prix du baril de pétrole entraînait une baisse de 1,5 à 3 % du PIB dans les pays en développement. Il en avait résulté une aggravation de l'endettement, les pays en développement ayant dû accroître leurs emprunts extérieurs pour financer leurs importations de denrées alimentaires et de pétrole.

7. Les exportateurs de pétrole pouvaient être confrontés aux problèmes posés par les pressions exercées sur le taux de change réel, la conséquence pouvant en être un «syndrome hollandais», outre le problème d'avoir à déterminer comment investir des revenus exceptionnellement élevés. Par exemple, en 2004 et 2005 les gouvernements de neuf pays africains exportateurs de pétrole avaient enregistré des recettes exceptionnelles de plus de 15 milliards de dollars des États-Unis. Toutefois, la dépréciation du dollar avait réduit les effets positifs sur les termes de l'échange des pays exportateurs de pétrole, et les experts de ces pays avaient estimé que, les populations ayant augmenté dans l'intervalle, les revenus pétroliers en valeur réelle par habitant étaient en fait inférieurs à l'heure actuelle à ce qu'ils étaient dans les années 70.

8. Au niveau microéconomique, les effets étaient analogues pour les deux catégories de pays, exportateurs et importateurs, avec une baisse du revenu des ménages, des pénuries de combustibles et une hausse des coûts qui freinaient l'activité des entreprises et compromettaient la compétitivité à l'exportation. En particulier, les pays africains sans littoral et importateurs nets de denrées alimentaires, fortement endettés, étaient confrontés à de graves difficultés, la hausse des prix du pétrole réduisant les ressources disponibles pour financer les programmes gouvernementaux, y compris les programmes de réduction de la pauvreté.

9. Plusieurs moyens possibles de s'attaquer aux problèmes auxquels étaient confrontés les pays en développement ont été examinés, s'agissant en particulier de mesures visant à atténuer les conséquences pour les pays importateurs de pétrole. Il a également été reconnu que le dialogue entre exportateurs et importateurs de pétrole et la coopération entre différents groupes de pays, notamment à un niveau régional, devraient être des éléments essentiels de toute politique envisagée.

10. Les experts ont noté l'impact positif que la hausse des prix du pétrole avait eu sur le développement d'autres sources d'énergie, en particulier des sources d'énergie renouvelables telles que les biocombustibles, l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'énergie des vagues et l'énergie solaire. Ils ont souligné l'importance de conditions de concurrence égales pour la production et le commerce de biocombustibles, y compris la nécessité de réduire et de supprimer

les obstacles au commerce et d'éliminer progressivement les subventions qui faussaient les échanges.

11. Un large ensemble de mesures a été recommandé au cours des discussions:

- Il était nécessaire de définir la combinaison totale de sources d'énergie à exploiter à tous les niveaux – national, régional, continental et international;
- Une politique mondiale de l'énergie encourageant la coopération et le dialogue entre producteurs et consommateurs devrait être élaborée à un niveau multilatéral;
- Les combinaisons de sources d'énergie devraient varier en fonction des ressources locales et régionales disponibles;
- Un fonds de stabilisation pétrolier pourrait être créé et un système de prix du pétrole différenciés selon la situation économique des pays pourrait être mis en place, qui servirait pendant les périodes de crise;
- Les mécanismes de financement compensatoire existant au sein des institutions financières internationales devraient être d'un fonctionnement plus simple de façon que les pays importateurs de pétrole puissent y avoir plus largement recours;
- Un fonds pétrolier africain pourrait être créé pour contribuer à atténuer les effets de la hausse des prix du pétrole pour les pays africains pauvres importateurs de pétrole, et d'autres formes de soutien mutuel entre pays en développement pourraient être envisagées;
- Il conviendrait d'encourager un dialogue sans restrictions, transparent et sur un pied d'égalité entre producteurs et consommateurs;
- Le secteur des entreprises pourrait avoir un rôle à jouer dans la conception de mesures techniques et organisationnelles novatrices permettant de répondre aux problèmes énergétiques des pays en développement.

C. Biocombustibles

12. En raison du niveau actuel des prix du pétrole par rapport aux années antérieures et de l'intensification des craintes quant au réchauffement climatique, les décideurs et les consommateurs étaient aujourd'hui plus soucieux que jamais depuis le milieu des années 70 de trouver et d'exploiter d'autres sources d'énergie. Les biocombustibles – combustibles tirés de la biomasse – pouvaient être un complément intéressant. Il a été rappelé que des objectifs économiques, sociaux et environnementaux positifs pourraient être réalisés par un accroissement de la production, de l'exploitation et du commerce international des biocombustibles. On pouvait ainsi citer une réduction de la facture pétrolière, une plus grande sécurité énergétique et la diversification des sources d'énergie, la diversification de la production agricole, un développement accéléré des zones rurales, une amélioration de l'emploi, une contribution à l'atténuation des changements climatiques et des perspectives d'exportation de produits énergétiques.

13. Les experts ont recommandé qu'avant de se doter de stratégies nationales en matière de biocombustibles, les pays prennent certaines décisions fondamentales, par exemple quant à savoir si la production de biocombustibles devait servir à assurer la sécurité énergétique pour les transports ou avoir des utilisations de remplacement plus larges, l'ampleur et l'importance des superficies foncières nécessaires, et l'ampleur souhaitable des technologies de conversion. Ils devaient également réfléchir aux incidences économiques et environnementales, à la compatibilité des biocombustibles avec les infrastructures existantes de distribution et d'utilisation de combustibles, et aux autres utilisations possibles et concurrentes de la biomasse.

14. Plusieurs pays développés et pays en développement s'étaient fixé des objectifs de combinaison de combustibles et avaient institué différents types de subventions et d'incitations pour soutenir les nouvelles industries des biocombustibles. Cette évolution stimulerait une demande et une offre mondiales soutenues de biocombustibles dans les années à venir, d'où il pourrait découler un profond changement de l'économie agricole mondiale.

15. Les droits de douane, les subventions en volume et les rabais fiscaux pour la production de biocombustibles, la construction de raffineries et l'appui à la production de matières premières énergétiques étaient utilisés par plusieurs pays développés aux niveaux national, infranational et même local pour promouvoir la création et la croissance d'une industrie nationale des biocombustibles. Les mesures d'appui prises dans les pays développés avaient des conséquences pour les producteurs et les consommateurs des pays en développement.

1. Biocombustibles et sécurité alimentaire

16. Une importante question abordée au cours de la réunion était le risque que la croissance rapide de la demande de matières premières énergétiques – telles que maïs, canne à sucre, fèves oléagineuses – n'accapare trop de terres cultivables et compromette la sécurité alimentaire. Des prix de l'énergie supérieurs à 30 à 35 dollars des États-Unis le baril influaient directement sur les prix agricoles et rendaient un certain nombre de matières premières agricoles économiquement rentables en tant que source d'énergie. Toutefois, la compétitivité variait considérablement selon les pays et les matières considérées. En dernière analyse, il s'agissait avant tout de tirer parti de la situation pour promouvoir un renouveau de l'agriculture sans compromettre la sécurité alimentaire.

17. Une autre question liée à cette situation était l'impact de la hausse des prix des denrées agricoles, du fait de leur utilisation en tant que matières premières énergétiques, sur différentes couches de la population des pays en développement. Si cette hausse pouvait éventuellement profiter à 2,5 milliards d'individus dont les moyens de subsistance dépendaient du secteur agricole, les petits exploitants, les travailleurs ruraux sans terres et les classes urbaines pauvres risquaient de se trouver dans une situation très difficile, du moins à court terme. Des règles concernant la mise en œuvre des mesures envisagées ainsi que des mesures de compensation temporaire pourraient être nécessaires. Quelques suggestions ont été formulées à cet égard:

- Les gouvernements devraient continuer d'investir dans les infrastructures de distribution afin de réduire les coûts de transaction entre les agriculteurs et le marché final;

- Les hausses de prix risquaient de profiter principalement au système de commercialisation et de n'avoir que peu d'impact dans les zones rurales si l'on ne s'employait pas à réduire les coûts de commercialisation;
- L'absence de droits de propriété bien définis et de mécanismes permettant de faire respecter ces droits risquait d'entraîner l'éviction des petits exploitants agricoles au profit d'intérêts vastes et puissants;
- Une part appréciable de la nouvelle valeur ajoutée ainsi générée devait revenir aux agriculteurs et aux zones rurales, car cela ouvrirait des perspectives économiques dans d'autres secteurs de l'économie;
- Il était essentiel, pour garantir la participation des entrepreneurs ruraux, d'élargir les possibilités d'appropriation au niveau local et de mettre l'accent sur un développement durable;
- Les incitations publiques, le cas échéant, devaient privilégier une responsabilisation/appropriation et une échelle d'activité profitable aux communautés rurales.

2. Production mondiale et commerce international

18. À l'heure actuelle, l'éthanol apparaissait comme un produit extrêmement dynamique, avec une production et un commerce international en forte croissance. La production mondiale d'éthanol était passée de moins de 20 milliards de litres en 2000 à plus de 40 milliards en 2005. Le commerce international de l'éthanol avait enregistré une forte expansion. Les exportations de biocombustibles étaient assujetties à des mesures tarifaires et non tarifaires dans les pays développés. Des droits à l'importation de 14 cents des États-Unis par litre étaient appliqués aux États-Unis, et de 0,19 euro par litre dans l'Union européenne. Les schémas de préférences des États-Unis et de la Communauté européenne n'autorisaient pas d'importations d'éthanol en franchise. La compétitivité des biocombustibles locaux aux États-Unis et dans la Communauté européenne dépendait de subventions et de droits à l'importation.

19. Un accroissement du commerce international des biocombustibles et des matières premières associés ne pouvait être que profitable à tous les pays. Un régime commercial plus libéral contribuerait beaucoup à la réalisation des objectifs économiques, environnementaux et sociaux et des objectifs d'efficacité énergétique que les pays poursuivaient à travers une production et une utilisation accrues de biocombustibles.

20. En raison du considérable accroissement escompté du commerce de matières premières énergétiques et de biocombustibles, une production durable devenait une préoccupation fondamentale et était actuellement considérée comme une possible condition d'accès aux marchés. La certification et l'étiquetage des biocombustibles et des matières premières énergétiques restaient une question complexe. Les experts ont noté que des obstacles inutiles au commerce pouvaient être évités si l'on engageait un processus équitable d'élaboration de critères avec une large participation, la transparence voulue et la prise en compte de la nécessité de renforcer les capacités en matière de certification dans les pays en développement.

3. Libérer le potentiel de financement

21. Le financement de projets relatifs aux biocombustibles (en particulier dans les pays en développement) était au cœur de la durabilité de toute production de tels combustibles. Les conditions préalables pour rendre attrayant ce financement étaient les mêmes que pour des projets agricoles classiques, mais l'expérience en la matière était extrêmement limitée. Les experts ont souligné les possibilités qu'offrait le Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto. Il n'existait quasiment aucun projet au titre du MDP concernant les biocombustibles liquides dans le secteur des transports, ou le remplacement des sources d'énergie non renouvelables par des biocombustibles renouvelables dans le secteur des ménages. Cette situation était en grande partie due à l'absence de méthodes approuvées au titre du MDP pour de tels projets bioénergétiques.

22. La promotion de projets relatifs aux biocombustibles se heurtait à des difficultés méthodologiques et autres, mais ces difficultés n'étaient pas insurmontables et le fait de s'y attaquer ouvrirait la voie à des investissements dans le secteur bioénergétique et augmenterait les possibilités pour les pays en développement de participer au marché mondial du carbone.

23. Les experts ont présenté quelques exemples prometteurs de projets en Afrique. Ils concernaient la production de biogazole à partir d'un arbre appelé jatropha. Dans un cas, il s'agissait d'un financement uniquement privé assuré par des investisseurs maliens et européens associés au sein d'une coentreprise. De nombreuses incidences positives étaient attendues de ce projet: amélioration du revenu des agriculteurs par rapport à la culture traditionnelle du coton, amélioration de la gestion foncière, amélioration de l'état des sols, contribution à l'atténuation des effets des changements climatiques et création d'emplois.

24. De son côté, la Banque pour l'investissement et le développement de la CEDEAO et le Gouvernement ghanéen avaient élaboré une stratégie nationale pour le financement de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en biogazole, qui proposait la création d'un fonds africain pour les biocombustibles destiné à assurer et à rationaliser le financement du développement d'une chaîne d'approvisionnement en biocombustibles en Afrique.

4. Dimension technologique des biocombustibles

25. Au cours des discussions, une distinction a été faite entre biocombustibles de la première génération et biocombustibles de la deuxième génération. Les combustibles de la première génération étaient le biogazole issu des matières suivantes: colza, soja, tournesol, jatropha, noix de coco, palmier, huile de friture recyclée, huiles végétales pures; et le bioéthanol issu de grains et de cultures sucrières. Les biocombustibles de la deuxième génération étaient l'éthanol issu de lignocellulose (résidus de cultures, herbes, cultures ligneuses) par hydrolyse enzymatique et les combustibles thermo-chimiques.

26. Les biocombustibles de la première génération comportaient plusieurs inconvénients. Ils concurrençaient les utilisations vivrières, et les espèces végétales avaient été optimisées pour la production alimentaire et non pour une production énergétique. Une partie seulement de la plante était convertie en biocombustibles. Ils n'avaient que de modestes effets bénéfiques sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, à l'exception de l'éthanol issu de la canne

à sucre. Ils étaient d'un coût relativement élevé – à l'exception de l'éthanol issu de la canne à sucre au Brésil – en raison du coût élevé des produits de départ.

27. Les biocombustibles de la deuxième génération présentaient quelques avantages évidents. Les espèces végétales pouvaient être développées pour leurs caractéristiques énergétiques, et non à des fins alimentaires, et une plus grande partie de la plante pouvait être transformée en combustibles. La «bioraffinerie» optimisait l'utilisation de la plante. Les effets positifs du point de vue énergétique et environnemental étaient importants. Ces combustibles se caractérisaient par une plus grande intensité capitalistique que les biocombustibles de la première génération, mais aussi par un coût plus faible des produits de départ.

28. Les participants ont également établi une distinction entre les biocombustibles de la deuxième génération thermochimiques et biologiques. Les combustibles thermochimiques se prêtaient à une utilisation complète de la biomasse et se caractérisaient par une plus grande flexibilité pour ce qui était des produits de départ. Les technologies de conversion étaient actuellement disponibles sur le marché. Dans le cas des biocombustibles biologiques, des progrès en matière de R-D étaient nécessaires pour améliorer la conversion et réduire les coûts; les coûts escomptés étaient moins sensibles aux effets d'échelle que dans le cas des combustibles thermochimiques.

D. Pétrole et gaz en Afrique et dans les PMA

29. Les participants ont souligné que la position du secteur africain du gaz et du pétrole s'était renforcée en raison d'un accroissement des capacités, des investissements et du négoce, et aussi de la plus grande attention accordée à l'Afrique par d'autres régions du fait de craintes exacerbées quant à la sécurité énergétique et quant aux problèmes d'instabilité et de sécurité dans des régions productrices traditionnelles telles que le Moyen-Orient. Les implications revêtaient trois dimensions: coopération régionale panafricaine; commerce et investissements Sud-Sud, comme l'illustre la hausse rapide des investissements chinois et indiens notamment; et considérations stratégiques concernant le pétrole et le gaz dans la reconfiguration des relations Nord-Sud, notamment avec les États-Unis, l'Europe et le Japon.

30. L'importance de l'Afrique pour le monde ne datait pas d'hier – concernant la paix, la sécurité, le développement, et maintenant l'énergie. En Afrique, établir des liens entre le secteur énergétique et les autres secteurs était une priorité afin d'optimiser les gains pour les producteurs et de faire face à d'éventuels problèmes tels que la «malédiction» liée aux ressources, ainsi que de réduire les coûts pour les importateurs. La façon dont l'Afrique réagirait dans ce contexte serait riche d'enseignements pour d'autres régions, mais l'Afrique avait aussi à apprendre des autres régions et de leur expérience. Les PMA, qui étaient essentiellement importateurs, étaient les plus vulnérables en dépit du fait qu'ils étaient les moins consommateurs d'énergie – et là résidait le paradoxe de ces pays.

31. Une question fondamentale était celle de savoir comment investir les revenus exceptionnels tirés de la hausse des prix du pétrole pour assurer le développement futur. Il n'y avait pas de liens positifs automatiques entre les revenus issus de l'exploitation de ressources naturelles et les dépenses en faveur de la diversification économique et d'une amélioration du bien-être social – au contraire. La bonne exploitation des réserves pétrolières dépendait d'une bonne gouvernance et de bonnes institutions. Les pays devaient donc améliorer la gouvernance

et la qualité de leurs institutions pour atténuer les incidences politiques et économiques négatives que pouvait avoir l'exploitation des ressources naturelles. Le renforcement des capacités n'était rien sans bonne gouvernance ou volonté politique.

32. L'Afrique devait également se montrer plus active en matière d'investissements, en garantissant des conditions telles qu'un environnement sûr et accueillant pour les investisseurs, une meilleure réglementation, une plus grande capacité au niveau local en matière de financement d'entreprises et de gestion de fonds, le transfert de savoir-faire et de technologie, et une plate-forme pour les fusions-acquisitions. Pour ce faire, un fonds d'investissement à long terme (de cinq à huit ans) pour la gestion des revenus pétroliers devrait être mis en place, et il faudrait faire appel à des compétences locales ayant émigré à l'étranger et promouvoir le développement de compétences dans des secteurs autres que l'énergie (par exemple télécommunications, logiciels, finances, tourisme). Des structures existant au Koweït et en Corée du Sud ont été citées comme des exemples utiles de meilleures pratiques.

33. Il a été souligné que de nombreux pays africains, en particulier des PMA, avaient beaucoup souffert de la hausse des prix du pétrole, hausse qui était jugée non pas refléter les fondamentaux de l'offre et de la demande, mais être le résultat de manipulations. Les conséquences en étaient innombrables, dont un ralentissement du développement et l'accaparement de ressources financières comptées qui auraient pu autrement être utilisées à des fins de développement, en particulier pour l'éducation. Les vastes flux migratoires d'Afrique vers l'Europe en étaient une illustration. Les participants ont souligné les possibilités qu'offrait un système international ou régional de mettre l'énergie à la portée des moyens financiers des pays pauvres importateurs nets de pétrole, avec un fonds de réserve qui, lorsque les prix dépasseraient certains seuils, permettrait à ces pays d'acquérir du pétrole à des prix plus abordables. Il était également nécessaire d'exploiter le potentiel des biocarburants. Quelque 80 % des terres africaines n'étaient pas cultivées à l'heure actuelle et pourraient être utilisées pour la production de biocarburants, avec de grands avantages non seulement d'un point de vue énergétique mais aussi pour la création d'emplois et de richesse. Quelque chose devait être fait rapidement pour exploiter cette possibilité.

34. Si l'industrie du pétrole et du gaz figurait parmi les principaux instruments créateurs de richesse en Afrique, il existait peu d'entreprises locales dans ce secteur et peu de liens assurant des retombées positives sur l'économie en général. Un enjeu d'envergure était d'améliorer les capacités locales en matière de prix, de qualité et de compétences techniques. Dans certains pays, tels que le Nigéria, une politique active avait été engagée pour développer l'industrie du gaz et du pétrole et en faire un catalyseur de création d'emplois et de croissance nationale en renforçant les capacités autochtones et en garantissant la participation de Nigériens aux activités pétrolière et gazière, sans sacrifier aux normes. Les résultats en étaient une plus grosse proportion des 10 milliards de dollars des États-Unis de contrats annuels de services dont bénéficiait le secteur, dont 1 milliard de dollars seulement allait à des entrepreneurs locaux. Divers obstacles empêchaient les entrepreneurs locaux de concurrencer leurs homologues étrangers, notamment faiblesse des marchés financiers locaux, coût élevé de l'emprunt et absence de soutien de la part des grandes compagnies pétrolières qui pourraient améliorer les conditions de crédit faites aux entreprises locales. Ces obstacles pouvaient être surmontés par une meilleure compréhension des techniques de financement structuré.

35. Les participants ont identifié cinq domaines fondamentaux dans lesquels il était nécessaire d'élaborer des plans rigoureux pour le développement du secteur de l'énergie:

- Analyser l'évolution du secteur du pétrole dans une optique de développement et de réduction de la pauvreté;
- Élaborer des politiques visant à aider les importateurs en raison du niveau élevé et de l'instabilité des prix, y compris des mécanismes de financement compensatoire et de coopération entre importateurs et producteurs;
- Encourager l'utilisation des revenus exceptionnels procurés par le secteur pour le développement;
- Éviter les effets de «malédiction liée aux ressources naturelles» en augmentant la participation locale et en développant les liens avec d'autres secteurs;
- Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour la production et le commerce de biocarburants en éliminant les obstacles au commerce et autres subventions.

36. Le succès de tels plans dépendrait fondamentalement de mesures de soutien, notamment pour ce qui est de la ventilation des coûts, de la coopération régionale à travers un dialogue entre producteurs et consommateurs, et de la gestion du risque de prix, ainsi que de la mise en place par la communauté internationale de mécanismes de financement compensatoire allant au-delà des mécanismes existants. Des mesures devraient être prises pour surmonter les difficultés posées par l'insuffisance des infrastructures, l'inefficacité de la fixation des prix, le coût élevé du financement, les problèmes de capacité de raffinage, et pour promouvoir une augmentation de la part de services fournis par des prestataires locaux.

E. Rôle de la CNUCED

37. Les participants ont instamment demandé à la CNUCED de poursuivre et de renforcer ses travaux sur l'énergie, le commerce et le développement durable. À cet égard, l'accent devait être mis sur les aspects suivants:

- Suivre et analyser les incidences sur le commerce et le développement de l'évolution de l'économie de l'énergie et des politiques énergétiques nationales et internationales, y compris les incidences sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, la compétitivité à l'exportation, les incidences sectorielles, les obstacles au commerce, le développement et le transfert de la technologie, l'accès aux services énergétiques, et le rôle de la politique de concurrence;
- Promouvoir un dialogue axé sur la sécurité énergétique, le développement durable et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement;
- Aider les pays en développement à tirer pleinement parti des possibilités offertes par les sources d'énergie renouvelables, dont les biocarburants, l'énergie éolienne et l'énergie solaire. De telles sources d'énergie pouvaient aider à accroître les revenus

ruraux dans les pays en développement, améliorer la sécurité des revenus par la diversification, améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales grâce à l'accès à une énergie d'un prix abordable, et contribuer à une trajectoire de développement à moindre intensité de consommation de carbone;

- Mettre l'accent sur les problèmes auxquels étaient confrontés les pays en développement importateurs d'énergie, y compris une amélioration et une meilleure utilisation des mécanismes de financement compensatoire, ainsi qu'une coopération régionale, par exemple, entre consommateurs et producteurs, y compris une coopération Sud-Sud et Nord-Sud, en vue de limiter les incidences des fluctuations des prix du pétrole;
- Aider les pays en développement exportateurs d'énergie à élaborer des politiques et des stratégies pour une utilisation au profit du développement des recettes exceptionnelles enregistrées, de façon à exploiter les effets positifs de prix élevés à long terme. Certaines questions importantes devaient être abordées, notamment les investissements absolument indispensables dans les secteurs de l'énergie et les secteurs apparentés, l'amélioration de la participation locale et des liens avec l'industrie intérieure, en particulier les PME, et l'efficacité des marchés des produits énergétiques;
- Souligner l'importance de conditions de concurrence équitables pour la production et le commerce de biocombustibles, y compris la nécessité de réduire et de supprimer les obstacles au commerce, et d'éliminer progressivement les subventions faussant les échanges. Les investisseurs intéressés par d'éventuelles perspectives d'exportation de biocombustibles dans les pays en développement devaient être assurés que les marchés seraient ouverts et que le volume des exportations permettrait de réaliser des économies d'échelle.

38. Les participants ont également recommandé que les questions relatives à l'énergie, au commerce et au développement durable occupent une position de premier plan à l'ordre du jour de la douzième session de la Conférence, prévue au Ghana en 2008, qui serait une importante occasion d'engager un suivi concret des travaux réalisés par la présente réunion. Ils ont en outre appelé à un renforcement des dispositions institutionnelles au sein de la CNUCED pour le traitement des questions relatives à l'énergie, y compris les biocombustibles.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Élection du bureau

39. À sa séance d'ouverture, la Réunion d'experts a élu le bureau ci-après:

Président: M. Arsene Balihuta (Ouganda)

Vice-Président/Rapporteur: M. Antonio Simões (Brésil).

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

40. À la même séance, la Réunion d'experts a adopté l'ordre du jour provisoire distribué sous la cote TD/B/COM.1/EM.31/1; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: le secteur énergétique.
4. Adoption du rapport de la Réunion.

C. Documentation

41. Pour l'examen de la question de fond de son ordre du jour, la Réunion d'experts était saisie d'une note d'information du secrétariat de la CNUCED intitulée «S'adapter à l'évolution récente du secteur de l'énergie: enjeux et perspectives» (TD/B/COM.1/EM.31/2).

D. Adoption du rapport de la Réunion

42. À sa séance de clôture, la Réunion d'experts a autorisé le Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport final de la Réunion.

Annexe

PARTICIPATION

1. Des experts des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la Réunion:

Afrique du Sud	Hongrie
Algérie	Inde
Allemagne	Iran (république islamique d')
Angola	Italie
Arabie saoudite	Koweït
Argentine	Malaisie
Bengladesh	Moldova
Bolivie	Mozambique
Botswana	Ouganda
Brésil	Pakistan
Chine	Pérou
Colombie	Philippines
Congo	Qatar
El Salvador	République arabe syrienne
Équateur	Saint-Kitts-et-Nevis
Espagne	Sénégal
États-Unis d'Amérique	Soudan
Fédération de Russie	Sri Lanka
Finlande	Thaïlande
France	Trinité-et-Tobago
Guatemala	Yémen
Honduras	Zambie.

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la Réunion:

Centre Sud

Commission européenne

Ligue des États arabes

Organisation de coopération et de développement économiques

Union africaine.

* La liste des participants porte la cote TD/B/COM.1/EM.31/INF.1.

3. Les institutions des Nations Unies ci-après étaient représentées à la Réunion:
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Programme des Nations Unies pour l'environnement.
4. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées à la Réunion:
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation mondiale du commerce.
5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées:
Catégorie générale
BPW International
Centre international de commerce et de développement durable
Confédération internationale des syndicats libres
Fédération syndicale mondiale
Fonds mondial pour la nature.
6. Les intervenants ci-après ont participé à la Réunion:
M. Marian Radetzki, professeur, Université de technologie de Lulea (Suède)
M. Nicolas Sarkis, Président du Centre arabe d'études pétrolières (France)
M. Paul Sullivan, professeur d'économie, Université de la défense nationale, professeur adjoint d'études sur la sécurité, Université de Georgetown, Washington DC, (États-Unis)
M. Saeid Sirajmir, Forum international de l'énergie, Riyadh (Arabie saoudite)
M. Hussein El Hag, Directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie (Algérie)
M. Ahmad Irej Jalal, Section de la planification et des études économiques, Département de l'énergie nucléaire, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (Autriche)
M. Steven Koonin, responsable scientifique et coordonnateur de l'Energy Bioscience Institute, BP (Royaume-Uni)
M. Olivier Giscard d'Estaing, INSEAD (France)
M^{me} Eva Rehfuss, Chef du Programme santé publique et environnement de l'OMS (Genève)
M. Mauricio Tolmasquin, Président du Groupe de recherche sur l'énergie, Ministère des mines et de l'énergie (Brésil)
M. Corrado Clini, Directeur général, Ministère de l'environnement, des terres et de la mer (Italie)
M. Ron Steenblik, Directeur de recherche, Global Subsidies Initiative, Institut international du développement durable
M. Alexander Muller, Directeur général adjoint, Département du développement durable de la FAO (Italie)

- M. Andre Faaij, professeur associé, Coordonnateur de recherche et d'étude sur les systèmes et les approvisionnements énergétiques, Institut Copernicus, Université d'Utrecht (Pays-Bas)
- M. Daniel De La Torre Ugarte, Directeur associé, Agricultural Policy Analysis Center, Université du Tennessee (États-Unis)
- M. John Christensen, Directeur, Centre PNUE-Risoe
- M. Thierno Bocar Tall, Directeur de la planification stratégique et chargé du NEPAD et de la coopération, Banque de la CEDEAO pour l'investissement et le développement (Togo)
- M. François Falloux, Vice-Président, Eco-carbone (France)
- M. Eric Larson, ingénieur de recherche, Energy Technology Assessment/Energy Policy Analysis Group, Institut environnemental de Princeton, Université de Princeton (États-Unis)
- M. Amilcar Guerreiro, Directeur, Groupe de recherche sur l'énergie, Ministère des mines et de l'énergie (Brésil)
- M. Lew Fulton, responsable de programme, Transports durables, Division de la coordination avec le FEM, PNUE
- M. Felix Mutati, Ministre de l'énergie (Zambie)
- M. Abdou Aziz Sow, Ministre pour le NEPAD (Sénégal)
- M. Paul Stevens, professeur de politique et d'économie du pétrole, Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy, Université de Dundee (Royaume-Uni)
- M. Francois Casanova, PDG de Strategic Risk Management (France)
- M. Victor Eromosele, Directeur général finances, Napims (NNPC) (Nigéria)
- M. Amadou Dioffo, PDG de la SONIDEP (Niger)
- M. Gary Still, Directeur exécutif du CITAC (Royaume-Uni)
- M^{me} Elitsa I. Georgieva, Directrice des services consultants, CITAC (Royaume-Uni)
- M. Antonio Simões, Directeur du Département de l'énergie, Ministère des relations extérieures (Brésil)
